

L'affichage peut être remplacé par une notification écrite à chaque ouvrier mis en chômage, au moins sept jours à l'avance, le jour de la notification non compris.

Art. 3. La durée de la suspension totale de l'exécution du contrat de travail d'ouvrier pour manque de travail résultant de causes économiques ne peut dépasser douze semaines et peut comprendre septante-deux jours de chômage au maximum. Lorsque la suspension totale de l'exécution du contrat a atteint la durée maximale prévue, l'employeur doit rétablir le régime de travail à temps plein pendant une semaine complète de travail, avant qu'une nouvelle suspension totale ne puisse prendre cours.

Art. 4. En application de l'article 51, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail, la notification visée à l'article 2 mentionne la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat prend cours, la date à laquelle cette suspension prend fin ainsi que les dates auxquelles les ouvriers sont mis en chômage.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2017 et cesse d'être en vigueur le 30 juin 2018.

Art. 6. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.

Loi du 30 décembre 2001, *Moniteur belge* du 31 décembre 2001.

Loi-programme du 4 juillet 2011, *Moniteur belge* du 19 juillet 2011.

De aanplakking kan worden vervangen door een geschreven kennisgeving aan iedere werkloos gestelde werkmán, ten minste zeven dagen vooraf, de dag van de kennisgeving niet inbegrepen.

Art. 3. De duur van de volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklíeden bij gebrek aan werk wegens economische oorzaken mag twaalf weken niet overschrijden en kan maximum tweeënzeventig werkloosheidsdagen omvatten. Wanneer de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst de voorziene maximumduur heeft bereikt, moet de werkgever gedurende een volledige arbeidsweek de regeling van volledige arbeid opnieuw invoeren, alvorens een nieuwe volledige schorsing kan ingaan.

Art. 4. Met toepassing van artikel 51, § 1, vijfde lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, vermeldt de in artikel 2 bedoelde kennisgeving de datum waarop de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst ingaat, de datum waarop deze schorsing een einde neemt, alsook de data waarop de werklíeden werkloos worden gesteld.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2017 en treedt buiten werking op 30 juni 2018.

Art. 6. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
K. PEETERS

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.

Wet van 30 december 2001, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2001.

Programmawet van 4 juli 2011, *Belgisch Staatsblad* van 19 juli 2011.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2017/203574]

21 JUILLET 2017. — Arrêté royal fixant, pour certaines entreprises relevant de la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120), les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail d'ouvrier (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, l'article 51, § 1^{er}, remplacé par la loi du 30 décembre 2001 et modifié par la loi du 4 juillet 2011, et § 3, modifié par les lois du 29 décembre 1990 et 26 juin 1992;

Vu l'avis de la Commission paritaire de l'industrie textile, donné le 10 mai 2017;

Vu l'avis 61.637/1 du Conseil d'État, donné le 23 juin 2017 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les entreprises d'achèvement travaillant pour compte de tiers et les entreprises "piquant" exclusivement pour compte de tiers se trouvent dans une situation de précarité extrême, parce que, d'une part, elles subissent de conséquences considérables

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2017/203574]

21 JULI 2017. — Koninklijk besluit tot vaststelling voor sommige ondernemingen die onder het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) ressorteren, van de voorwaarden waaronder het gebrek aan werk wegens economische oorzaken de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklíeden schorst (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, artikel 51, § 1, vervangen bij de wet van 30 december 2001 en gewijzigd bij de wet van 4 juli 2011, en § 3, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990 en 26 juni 1992;

Gelet op het advies van het Paritair Comité voor de textielnijverheid, gegeven op 10 mei 2017;

Gelet op advies 61.637/1 van de Raad van State, gegeven op 23 juni 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de veredelingsbedrijven die voor rekening van derden werken en van de bedrijven die uitsluitend voor rekening van derden "piqueren", zich in een uiterst precaire toestand bevinden, omdat zij enerzijds de grootste gevolgen van de globalisering van de

liées à la globalisation du commerce du textile et, d'autre part, que les clients sont devenus plus exigeants par le fait qu'ils peuvent demander de la personnalisation et un degré particulièrement élevé d'adaptabilité à ces entreprises où le niveau d'activité est très volatil et imprévisible;

Considérant, par ailleurs, l'incertitude supplémentaire qui se manifeste du fait du Brexit et qui risque aussi d'avoir un impact négatif sur le niveau d'activité;

Considérant qu'en raison de ces circonstances exceptionnelles pour les entreprises d'achèvement travaillant pour compte de tiers et les entreprises "piquant" exclusivement pour compte de tiers et ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie textile, il est indispensable que le régime de travail à temps réduit puisse être instauré pour une durée supérieure à trois mois;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises d'achèvement travaillant pour le compte de tiers et des entreprises "piquant" exclusivement pour le compte de tiers et ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie textile.

Art. 2. § 1^{er}. En cas de manque total ou partiel de travail résultant de causes économiques, l'exécution du contrat de travail d'ouvrier peut être suspendue ou un régime de travail à temps réduit peut être instauré à partir de la première journée de travail suivant celle de la notification.

§ 2. Cette notification s'effectue au plus tard au début de la dernière journée de travail précédant la période de suspension. Elle s'effectue soit par l'affichage d'un avis à un endroit apparent dans les locaux de l'entreprise, soit par la remise d'un écrit à l'ouvrier ou à l'ouvrière, lorsque la suspension ne revêt pas un caractère collectif. En cas d'absence de l'ouvrier ou de l'ouvrière, la notification est toujours adressée sous pli recommandé à la poste.

§ 3. Pour l'application de cet article, est considérée comme journée de travail chaque jour calendrier au cours duquel le travail est effectué en vertu de l'horaire de travail appliqué dans l'entreprise.

Art. 3. La durée de la suspension totale de l'exécution du contrat de travail ne peut dépasser quatre semaines.

Elle peut cependant être portée à huit semaines une fois par année calendrier.

Art. 4. Le régime de travail à temps réduit peut être instauré pour une durée de six mois au maximum s'il comporte moins de trois jours de travail par semaine ou moins d'une semaine de travail sur deux semaines.

Lorsque le régime de travail à temps réduit a atteint la durée maximum de six mois, l'employeur doit rétablir le régime de travail à temps plein pendant une semaine complète de travail avant qu'une suspension totale ou un nouveau régime de travail à temps réduit ne puisse prendre cours.

Art. 5. Le nombre maximum de journées de chômage se rapportant à l'instauration d'un régime de travail à temps réduit, est fixé comme suit :

- s'il s'agit d'un régime hebdomadaire : quatre;
- s'il s'agit d'un régime bi-hebdomadaire : huit.

Art. 6. En application de l'article 51, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, la notification visée à l'article 2, § 2, mentionne la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat ou l'instauration d'un régime de travail à temps réduit prend cours, la date à laquelle cette suspension ou ce régime prend fin ainsi que les dates auxquelles les ouvriers sont mis en chômage.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2017 et cesse d'être en vigueur le 30 septembre 2018.

textielhandel ondervinden en omdat anderzijds de klanten veeleisender zijn geworden door het effect van customization en een bijzonder groot aanpassingsvermogen eisen van de betrokken bedrijven waardoor het activiteitsniveau heel volatiel en onvoorspelbaar is;

Overwegende dat zich bovendien recentelijk de bijkomende onzekerheid manifesteert van de Brexit die ook een negatieve weerslag dreigt te hebben op het activiteitsniveau;

Overwegende dat de regeling van gedeeltelijke arbeid, ten gevolge van deze uitzonderlijke omstandigheden voor de veredelingsbedrijven die voor rekening van derden werken en van de bedrijven die uitsluitend voor rekening van derden "piqueren" en die onder het Paritair Comité voor de textielnijverheid ressorteren, onvermijdelijk voor een langere duur dan drie maanden moet kunnen ingevoerd worden;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en de werklieden van de veredelingsbedrijven die voor rekening van derden werken en van de bedrijven die uitsluitend voor rekening van derden "piqueren" en die onder het Paritair Comité voor de textielnijverheid ressorteren.

Art. 2. § 1. Bij volledig of gedeeltelijk gebrek aan werk wegens economische oorzaken mag de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden worden geschorst, of mag een regeling van gedeeltelijke arbeid worden ingevoerd, vanaf de eerste werkdag die op deze van de kennisgeving volgt.

§ 2. Deze kennisgeving vindt plaats uiterlijk bij de aanvang van de laatste werkdag die de schorsing voorafgaat. Zij gebeurt ofwel door aanplakking van een bericht op een goed zichtbare plaats in de lokalen van de onderneming, ofwel door overhandiging aan de werkmans of werkster van een geschrift, wanneer de schorsing geen collectief karakter heeft. Bij afwezigheid van de werkmans of werkster wordt de kennisgeving steeds bij een ter post aangetekende brief verzonden.

§ 3. Voor de toepassing van dit artikel wordt als werkdag beschouwd iedere kalenderdag tijdens dewelke, krachtens het in de onderneming toegepast werkrooster, arbeid wordt verricht.

Art. 3. De duur van de volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst mag vier weken niet overschrijden.

Hij mag echter éénmaal per kalenderjaar op acht weken worden gebracht.

Art. 4. De regeling van gedeeltelijke arbeid kan voor een duur van ten hoogste zes maanden worden ingevoerd indien zij minder dan drie arbeidsdagen per week of minder dan één arbeidsweek per twee weken omvat.

Wanneer de regeling van gedeeltelijke arbeid de maximumduur van zes maanden heeft bereikt, moet de werkgever gedurende een volledige arbeidsweek de regeling van volledige arbeid opnieuw invoeren alvorens een volledige schorsing of een nieuwe regeling van gedeeltelijke arbeid kan ingaan.

Art. 5. Het maximum aantal werkloosheidsdagen dat betrekking heeft op een regeling van gedeeltelijke arbeid, wordt als volgt vastgesteld:

- indien het een wekelijkse regeling betreft : vier;
- indien het een tweewekelijkse regeling betreft : acht.

Art. 6. Met toepassing van artikel 51, § 1, vijfde lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, vermeldt de in artikel 2, § 2, bedoelde kennisgeving de datum waarop de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst of de invoering van een regeling van gedeeltelijke arbeid ingaat, de datum waarop deze schorsing of deze regeling een einde neemt, alsook de data waarop de werklieden werkloos worden gesteld.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2017 en treedt buiten werking op 30 september 2018.

Art. 8. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.

Loi du 29 décembre 1990, *Moniteur belge* du 9 janvier 1991.

Loi du 26 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992.

Loi du 30 décembre 2001, *Moniteur belge* du 31 décembre 2001.

Loi du 4 juillet 2011, *Moniteur belge* du 19 juillet 2011.

Art. 8. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
K. PEETERS

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.

Wet van 29 december 1990, *Belgisch Staatsblad* van 9 januari 1991.

Wet van 26 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992.

Wet van 30 december 2001, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2001.

Wet van 4 juli 2011, *Belgisch Staatsblad* van 19 juli 2011.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2017/20537]

28 AVRIL 2017. — Arrêté royal établissant le modèle de formulaire d'information visé à l'article 1004/2 du Code judiciaire. — Traduction allemande

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de l'arrêté royal du 28 avril 2017 établissant le modèle de formulaire d'information visé à l'article 1004/2 du Code judiciaire (*Moniteur belge* du 22 mai 2017).

Cette traduction a été établie par le Service central de traduction allemande à Malmedy.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2017/20537]

28 APRIL 2017. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het model van informatieformulier bedoeld in artikel 1004/2 van het Gerechtelijk Wetboek. — Duitse vertaling

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 28 april 2017 tot vaststelling van het model van informatieformulier bedoeld in artikel 1004/2 van het Gerechtelijk Wetboek (*Belgisch Staatsblad* van 22 mei 2017).

Deze vertaling is opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling in Malmedy.

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST JUSTIZ

[C – 2017/20537]

28. APRIL 2017 — Königlicher Erlass zur Festlegung des Musters des in Artikel 1004/2 des Gerichtsgesetzbuches erwähnten Informationsformulars — Deutsche Übersetzung

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung des Königlichen Erlasses vom 28. April 2017 zur Festlegung des Musters des in Artikel 1004/2 des Gerichtsgesetzbuches erwähnten Informationsformulars

Diese Übersetzung ist von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen in Malmedy erstellt worden.

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST JUSTIZ

28. APRIL 2017 — Königlicher Erlass zur Festlegung des Musters des in Artikel 1004/2 des Gerichtsgesetzbuches erwähnten Informationsformulars

PHILIPPE, König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Artikels 1004/2 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 30. Juli 2013;

Auf Vorschlag des Ministers der Justiz

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - Das in Artikel 1004/2 des Gerichtsgesetzbuches erwähnte Formular wird gemäß einem der Muster erstellt, die vorliegendem Erlass als Anlage beigefügt sind.

Art. 2 - Der Königliche Erlass vom 23. August 2014 zur Festlegung des Musters des in Artikel 1004/2 des Gerichtsgesetzbuches erwähnten Informationsformulars wird aufgehoben.

Art. 3 - Vorliegender Erlass tritt am 1. Juni 2017 in Kraft.

Art. 4 - Der für Justiz zuständige Minister ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 28. April 2017

PHILIPPE

Von Königs wegen:

Der Minister der Justiz

K. GEENS